



JEUNE-GARDE

Bulletin des Jeunes du Nouveau Parti
Anticapitaliste du Loiret
Mel : npa45@sfr.fr Site : npa45.org
Instagram : npa.orleans Facebook : NPA Orleans 45



Non à la loi immigration ! Darmanin dégage et bienvenue aux migrants !

Dans un contexte de crise économique où les prix flambent, les conditions de travail se dégradent et les salaires stagnent, le gouvernement n'a pas choisi l'augmentation des salaires pour rendre les métiers pénibles plus attractifs mais plutôt de pondre une proposition de loi qui permettrait de régulariser les sans papiers pour les "métiers sous tension".

Augmenter les salaires ? Non, exploiter toujours plus !

Depuis la fin de la crise sanitaire, on voit les patrons se lamenter sur leur sort du matin au soir parce que personne ne voudrait travailler pour eux malgré les centaines de milliers d'emplois à pourvoir dans les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie, du bâtiment ou des transports. Les patrons disent ne pas comprendre pourquoi ces métiers manquent d'attractivité, pourtant, c'est assez clair : conditions de travail difficiles, salaires trop bas, contrat de travail dévalorisants, etc.

Au lieu de répondre aux revendications des travailleurs-ses concernant la dégradation de leurs conditions de travail et les salaires, le gouvernement se tourne vers une mesure longtemps portée par les organisations patronales qui consiste à recourir à la main d'oeuvre peu chère et malléable que constituent les sans-papiers.

Cette loi prévoit aussi de renforcer les contrôles contre les sans-papiers et de durcir la répression. Les autres mesures de cette loi prévoient de renforcer la procédure d'OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français), comme l'a dit Darmanin lui-même : « leur rendre la vie impossible ». Encore récemment, la politique xénophobe et raciste du gouvernement s'est illustrée avec l'annonce de "l'accueil" des migrant-es de l'Ocean Viking en France suite au bras de fer avec l'Italie de Meloni. La volonté de se distinguer du gouvernement italien d'extrême-droite reste subtile quand on sait les conditions d'accueil annoncées par Darmanin : seulement un tiers des 234 passagers à bord du navire qui remplissent les conditions d'asile et de droit au séjour seraient accueilli-es sur le territoire français. En attendant leur sort, ils sont parqués dans une prison à ciel ouvert sous la responsabilité de l'armée ou dans les CRA.

Orléans 12-12-2022



JEUNE-GARDE

Bulletin des Jeunes du Nouveau Parti
Anticapitaliste du Loiret
Mel : npa45@sfr.fr Site : npa45.org
Instagram : npa.orleans Facebook : NPA Orleans 45



Non à la loi immigration ! Darmanin dégage et bienvenue aux migrants !

Dans un contexte de crise économique où les prix flambent, les conditions de travail se dégradent et les salaires stagnent, le gouvernement n'a pas choisi l'augmentation des salaires pour rendre les métiers pénibles plus attractifs mais plutôt de pondre une proposition de loi qui permettrait de régulariser les sans papiers pour les "métiers sous tension".

Augmenter les salaires ? Non, exploiter toujours plus !

Depuis la fin de la crise sanitaire, on voit les patrons se lamenter sur leur sort du matin au soir parce que personne ne voudrait travailler pour eux malgré les centaines de milliers d'emplois à pourvoir dans les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie, du bâtiment ou des transports. Les patrons disent ne pas comprendre pourquoi ces métiers manquent d'attractivité, pourtant, c'est assez clair : conditions de travail difficiles, salaires trop bas, contrat de travail dévalorisants, etc.

Au lieu de répondre aux revendications des travailleurs-ses concernant la dégradation de leurs conditions de travail et les salaires, le gouvernement se tourne vers une mesure longtemps portée par les organisations patronales qui consiste à recourir à la main d'oeuvre peu chère et malléable que constituent les sans-papiers.

Cette loi prévoit aussi de renforcer les contrôles contre les sans-papiers et de durcir la répression. Les autres mesures de cette loi prévoient de renforcer la procédure d'OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français), comme l'a dit Darmanin lui-même : « leur rendre la vie impossible ». Encore récemment, la politique xénophobe et raciste du gouvernement s'est illustrée avec l'annonce de "l'accueil" des migrant-es de l'Ocean Viking en France suite au bras de fer avec l'Italie de Meloni. La volonté de se distinguer du gouvernement italien d'extrême-droite reste subtile quand on sait les conditions d'accueil annoncées par Darmanin : seulement un tiers des 234 passagers à bord du navire qui remplissent les conditions d'asile et de droit au séjour seraient accueillis sur le territoire français. En attendant leur sort, ils sont parqués dans une prison à ciel ouvert sous la responsabilité de l'armée ou dans les CRA.

Orléans 12-12-2022



15 DEC ORLÉANS
9 AVENUE BUFFON

11 H

projets de bassines de la Vienne et les compléments de financement de celles des Deux-Sèvres. Le budget initialement prévu n'étant pas suffisant pour soutenir le gouffre financier que représentent les 16 bassines du projet en cours sur ce département.

C'est une date importante à plusieurs titres car ces bassines, financées principalement par le biais nos factures d'eau :

- permettent à quelques agriculteurs privilégiés de privatiser l'eau à leur profit
- permettent à ces mêmes agriculteurs d'échapper artificiellement aux conséquences des sécheresses en continuant à arroser légalement pendant les périodes de restrictions d'utilisation d'eau
- renforcent les conséquences du manque d'eau en étant alimentées par de l'eau provenant de nappes souterraines
- sont une aberration car une grande partie de l'eau stockée s'évapore et celle qui reste subit des dégradations bactériennes et chimiques
- maintiennent un type d'agriculture productiviste et destructrice de l'environnement incapable de s'adapter au réchauffement climatique et opposée à tout changement dans ses pratiques.



15 DEC ORLÉANS
9 AVENUE BUFFON

11 H

Bassines Non Merci continue à interpellier les élu.es pour arrêter ces projets d'accaparement de l'eau, notamment ceux qui ont le pouvoir d'autoriser le financement ou non des bassines. Nous nous rassemblerons le 15 décembre à Orléans à 11h à l'Agence de l'Eau Loire Bretagne lors de la séance plénière de son CA. C'est une date clef à laquelle pourrait être validé le financement public – à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros – des projets de bassines de la Vienne et les compléments de financement de celles des Deux-Sèvres. Le budget initialement prévu n'étant pas suffisant pour soutenir le gouffre financier que représentent les 16 bassines du projet en cours sur ce département.

C'est une date importante à plusieurs titres car ces bassines, financées principalement par le biais nos factures d'eau :

- permettent à quelques agriculteurs privilégiés de privatiser l'eau à leur profit
- permettent à ces mêmes agriculteurs d'échapper artificiellement aux conséquences des sécheresses en continuant à arroser légalement pendant les périodes de restrictions d'utilisation d'eau
- renforcent les conséquences du manque d'eau en étant alimentées par de l'eau provenant de nappes souterraines
- sont une aberration car une grande partie de l'eau stockée s'évapore et celle qui reste subit des dégradations bactériennes et chimiques
- maintiennent un type d'agriculture productiviste et destructrice de l'environnement incapable de s'adapter au réchauffement climatique et opposée à tout changement dans ses pratiques

